

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/30441]

19 JANUARI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van 16 bijkomende lestijden aan één schoolinrichting voor gewoon secundair onderwijs, met toepassing van artikel 7 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor het schooljaar 2021-2022

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 2, 10°, 6 § 3 en 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 januari 2022 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering kent, voor het schooljaar 2021-2022, 16 bijkomende lestijden toe voor de organisatie van het opvangstelsel en de scholarisatie van nieuwkomers (leerlingen) en gelijkgestelde leerlingen, met toepassing van artikel 7 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, verdeeld ten voordele van de volgende inrichting voor gewoon secundair onderwijs in het Waals Gewest : FASE 1902 - Institut Provincial d'Enseignement Secondaire de Herstal, Rue du Grand Puits, 66, te 4040 HERSTAL, 16 lestijden waarvan 11 bijkomende forfaitaire lestijden van 1 december 2021 tot 30 september 2022, alsook 5 bijkomende aanvullende lestijden van 1 december 2021 tot 15 januari 2022.

Art. 2. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2021.

Brussel, 19 januari 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201439]

19 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, en ce qui concerne le mode de pourvoi des emplois de directeurs et la mise à disposition d'agents au sein de l'OFFA et du Consortium de validation des compétences

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 12 juillet 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 septembre 2021;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 28 septembre 2021;

Vu le protocole de négociation syndicale n°814 du Comité de secteur XVI, établi le 22 octobre 2021;

Vu le rapport du 6 juillet 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 6 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
Sur la proposition du Ministre de l'IFAPME;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « Ministère(s) » est remplacé par les mots « Service public de Wallonie »;

2° à l'alinéa 2, les mots « , ainsi qu'à l'article 19 du Titre X du Livre 1^{er} » sont abrogés.

Art. 2. À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par « Par dérogation à l'article 9 du Code, il peut être pourvu par recrutement aux emplois de directeur. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Par dérogation à l'article 9 du Code, » sont ajoutés avant les mots « il peut être pourvu »;

3° à l'alinéa 3, les mots « Par dérogation à l'article 9 du Code, » sont ajoutés avant les mots « il peut être pourvu ».

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'article LI.TII.11. » sont remplacés par les mots « à l'article 14, § 1^{er} »;

2° au 1°, les mots « changement d'affectation » sont remplacés par le mot « mutation »;

3° au 3°, les mots « mutation à la demande d'un agent de même grade n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant » sont remplacés par les mots « promotion par avancement de grade d'un agent issu d'un autre cadre et de ses organigrammes, mobilité interne ou externe ».

Art. 5. À l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article LI.TII.12., § 1^{er} et § 2 » sont remplacés par les mots « aux articles 14, § 2, et 15 »;

b) au 1°, les mots « changement d'affectation » sont remplacés par le mot « mutation »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article LI.TII.12., § 1^{er} et § 2 » sont remplacés par les mots « aux articles 14, § 2, et 15 »;

b) au 1°, les mots « changement d'affectation » sont remplacés par le mot « mutation »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « l'article 2, 10° » sont remplacés par les mots « l'article 2, 12^o ».

Art. 6. À l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « à l'article LI.TIII.CI.1^{er}, 5° » sont remplacés par les mots « à l'article 19, alinéa 1^{er}, 5° »;

2° au même paragraphe, les mots « niveau 1 » sont remplacés par les mots « niveau A »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « l'article LI.TIII.CI.1^{er}, 6° » sont remplacés par les mots « l'article 19, alinéa 1^{er}, 6° »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « générales » est inséré entre le mot « conditions » et les mots « d'admissibilité »;

b) les mots « l'article LI.TIII.CI.1^{er} » sont remplacés par les mots « l'article 19, alinéa 1^{er} ».

Art. 7. À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'article LI.TIII.CII.3. » sont remplacés par les mots « L'article 24, § 1^{er} et

2 »;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « des stagiaires des niveaux 1 et 2+ » sont remplacés par les mots « des stagiaires des niveaux A et B »;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « des stagiaires des niveaux 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des stagiaires des niveaux C et D »;

4° au même paragraphe, à l'alinéa 3, les mots « des stagiaires des niveaux 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des stagiaires des niveaux C et D ».

Art. 8. À l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'article LI.TIII.CII.7. » sont remplacés par les mots « L'article 28 »;

2° au 2° les mots « un changement d'affectation » sont remplacés par les mots « une mutation »;

3° au 3° alinéa, les mots « Le changement d'affectation » sont remplacés par les mots « La mutation ».

Art. 9. À l'article 11, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'article LI.TIII.CII.8. » sont remplacés par les mots « l'article 29 »;

2° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 2, les mots « changer le stagiaire d'affectation » sont remplacés par les mots « muter le stagiaire »;

3° dans le même paragraphe, à l'alinéa 5, les mots « l'article LI.TXI.CI.1^{er}. » sont remplacés par les mots « l'article 186 »;

4° dans le même paragraphe, à l'alinéa 6, les mots « l'article LI.TXI.CII.9. » sont remplacés par les mots « l'article 200 ».

Art. 10. A l'article 12, les mots « les métiers de conseiller pédagogique ou » sont remplacés par « le métier ».

Art. 11. L'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne le métier de délégué à la tutelle, la carrière plane est applicable également aux promotions du rang B3/1 vers le rang B2/1 et du rang B2/1 vers le rang B1, aux conditions suivantes :

1^o avoir quatre années d'ancienneté de services dans le métier considéré pour la promotion du rang B3/1 vers le rang B2/1 et huit années d'ancienneté de services au rang B2 dans le métier considéré pour la promotion du rang B2/1 vers le rang B1; ».

Art. 12. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. L'article 15 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. À l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « l'article LI.TVIII.6. » sont remplacés par les mots « l'article 146 »;

2^o les chiffres « 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les lettres « B, C et D ».

Art. 15. À l'article 26 du même arrêté, les mots « aux articles LI.TIX.CI.1^{er} à LI.TIX.CI.5 » sont remplacés par les mots « aux articles 153 à 157 ».

Art. 16. À l'article 28 du même arrêté, les mots « l'article LI.TXVIII.CI.1^{er} » sont remplacés par les mots « l'article 305, § 1^{er} ».

Art. 17. L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. L'article 445 est complété de la manière suivante, pour l'Institut :

1^o au § 1^{er}, *in fine*, les alinéas suivants sont ajoutés :

“Dans le respect de l'article 16 de l'Accord de coopération cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, un agent de l'Institut peut être mis à disposition de l'Office francophone de la Formation en alternance.

Dans le respect de l'article 24 de l'Accord de coopération conclu le 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences, un agent de l'Institut peut être mis à disposition du Consortium »;

2^o un paragraphe 5 est ajouté et libellé de la manière suivante :

“Pour l'application des alinéas 4 et 5 du paragraphe 1^{er} du présent article, l'agent mis à disposition conserve l'emploi qu'il occupait dans son service d'origine et peut y faire valoir ses titres à la promotion et à la mutation ”. ».

Art. 18. À l'article 30 du même arrêté, le tableau est remplacé par ce qui suit :

Niveau	Rang	Métier
A	A5/1	Conseiller pédagogique
B	B1, B2/1 et B3/1	Avec échelle de traitement B1, B2/1 ou B3/1 suivant le rang : Délégué à la tutelle.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2022.

Art. 20. Le Ministre de l'IFAPME est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 janvier 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/201439]

19 JANUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), met betrekking tot de wijze van invulling van de betrekkingen van directeurs en de terbeschikkingstelling van ambtenaren binnen de “OFFA” en het Consortium voor de erkenning van de competenties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een “Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 12 juli 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 september 2021;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 28 september 2021;

Gelet op protocol nr. 814 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen Sectorcomité XVI, opgesteld op 22 oktober 2021;

Gelet op het rapport van 6 juli 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 6 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 12°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het "IFAPME";

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "Ministerie(s)" vervangen door de woorden "Waalse Overheidsdienst";

2° in het tweede lid worden de woorden "noch op artikel 19 van Titel X van Boek I" opgeheven.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door de woorden "In afwijking van artikel 9 van de Code kunnen de betrekkingen van directeur door werving ingevuld worden. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "In afwijking van artikel 9 van de Code kunnen de betrekkingen betreffende het beroep van afgevaardigde voor het toezicht, zoals bepaald in artikel 7, § 3, eerste lid, rechtstreeks door werving in rang B2 ingevuld worden wanneer de in artikel 8, § 3, bedoelde voorwaarden vervuld zijn.;"

3° het derde lid wordt vervangen als volgt: "In afwijking van artikel 9 van de Code kunnen de betrekkingen betreffende het beroep van psycho-pedagogisch consultant, zoals bepaald in artikel 7, § 3, tweede lid, rechtstreeks door werving in rang A5 ingevuld worden."

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "artikel LI.TII.11." worden vervangen door de woorden "artikel 14, § 1";

2° in 1° worden de woorden "verandering van aanstelling" vervangen door het woord "mutatie";

3° in 3° worden de woorden "mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die behoort tot de personeelsformatie waarin de betrekking vacant is" vervangen door de woorden "bevordering van graad van een ambtenaar uit een andere personeelsformatie of de organogrammen ervan, interne of externe mobiliteit".

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "artikel LI.TII.12, § 1 en § 2," worden vervangen door de woorden "artikelen 14, § 2, en 15";

b) in 1° worden de woorden "verandering van aanstelling" vervangen door het woord "mutatie";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "artikel LI.TII.12, § 1 en § 2" worden vervangen door de woorden "artikelen 14, § 2, en 15";

b) in 1° worden de woorden "verandering van aanstelling" vervangen door het woord "mutatie";

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "artikel 2, 10°" vervangen door de woorden "artikel 2, 12°";

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "artikel LI.TIII.CI.1, 5°" vervangen door de woorden "artikel 19, eerste lid, 5°";

2° in dezelfde paragraaf worden de woorden "niveau 1" vervangen door de woorden "niveau A";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "artikel LI.TIII.CI.1, 6°" vervangen door de woorden "artikel 19, eerste lid, 6°";

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "algemene" wordt ingevoegd tussen de woorden "Naast de" en het woord "toelaatbaarheidsvoorwaarden";

b) de woorden "artikel LI.TIII.CI.1" worden vervangen door de woorden "artikel 19, eerste lid".

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Artikel LI.TIII.CII.3, § 1 en § 2," worden vervangen door de woorden "artikel 24, § 1 en 2";

2° in paragraaf 1 worden de woorden "de stagiairs van de niveaus 1 en 2+" vervangen door de woorden "de stagiairs van de niveaus A en B";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "de stagiairs van de niveaus C en D";

4° in dezelfde paragraaf worden de woorden "de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4" vervangen door de woorden "de stagiairs van de niveaus C en D".

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Artikel LI.TIIL.CII.7" worden vervangen door de woorden "Artikel 28";

2° in 2° worden de woorden "een poolverandering" vervangen door de woorden "een mutatie";

3° in het derde lid worden de woorden "Verandering van aanstelling" vervangen door het woord "Mutatie".

Art. 9. In artikel 11 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "artikel LI.TIIL.CII.8" vervangen door de woorden "artikel 29";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "de stagiair een andere aanstelling toe te wijzen" vervangen door de woorden "de stagiair overplaatsen";

3° in dezelfde paragraaf, lid 5, worden de woorden "artikel LI.TXI.CI.1." vervangen door de woorden "artikel 186";

4° in dezelfde paragraaf, lid 6, worden de woorden "artikel LI.TXI.CII.9." vervangen door de woorden "artikel 200".

Art. 10. In artikel 12 worden de woorden "de beroepen van psycho-pedagogisch consulent of" vervangen door de woorden "het beroep"

Art. 11. Artikel 13, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Wat betreft het beroep van afgevaardigde voor het toezicht, is de vlakke loopbaan ook van toepassing op de bevorderingen van rang B3/1 naar rang B2/1 en van rang B2/1 naar rang B1 als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° na vier jaar dienstanciënniteit in het betrokken beroep voor de bevordering van rang B3/1 naar rang B2/1 en na acht jaar dienstanciënniteit in rang B2 in het betrokken beroep voor de bevordering van rang B2/1 naar rang B1;"

Art. 12. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Artikel LI.TVIII.6." worden vervangen door de woorden "Artikel 146;

2° de getallen "2+, 2, 3 en 4" worden vervangen door de letters "B, C en D".

Art. 15. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden " in de artikelen LI.TIX.CI.1 tot LI.TIX.CI.5" vervangen door de woorden "in de artikelen 153 tot 157".

Art. 16. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "Artikel LI.TXVIII.CI.1." vervangen door de woorden "Artikel 305, § 1".

Art. 17. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 29. Wat het Instituut betreft, wordt artikel 445 aangevuld als volgt :

1° in § 1 in fine worden de volgende leden toegevoegd :

"Met inachtneming van artikel 16 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie kan een ambtenaar van het Instituut ter beschikking worden gesteld van de "Office francophone de la Formation en alternance".

Met inachtneming van artikel 24 van het samenwerkingsakkoord van 21 juli 2019 betreffende de validering van de vaardigheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie kan een ambtenaar van het Instituut ter beschikking worden gesteld van het Consortium";

2° er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt:

"Voor de toepassing van de leden 4 en 5 van paragraaf 1 van dit artikel behoudt de ter beschikking gestelde ambtenaar de betrekking die hij bekleedde in zijn dienst van herkomst en kan hij er zijn titels voor de bevordering en de mutatie laten gelden".

Art. 18. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt de tabel vervangen als volgt:

Niveau	Rang	Beroep
A	A5/1	Psycho-pedagogisch consulent
B	B1, B2/1 et B3/1	Met weddeschaal B1, B2/1 of B3/1, al naar gelang de rang : Afgevaardigde voor het toezicht.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2022.

Art. 20. De Minister van het "IFAPME" is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 januari 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS